



Le 19 mars, faisons barrage au projet de loi dévastateur de transformation de la Fonction publique !

Baisse des effectifs et des moyens, poursuite du gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence, compensation insuffisante de la hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG), abandons, délégation ou privatisations de missions publiques au détriment des agents et des usagers... Les mesures régressives s'accumulent dans la Fonction publique y compris au détriment des pensionnés et des retraités.

Mais le président Macron et son gouvernement ne comptent pas s'arrêter là. Voici qu'ils mettent en route le projet de loi dévastateur de transformation de la Fonction publique. Celui-ci prévoit des restructurations profondes et des fermetures de services, l'organisation de mobilités contraintes, la suppression du CHSCT faisant du CT une instance ingérable, le dévoiement des compétences des commissions administratives paritaires (CAP) en leur retirant les mutations et les promotions, l'extension du recours au non-titulariat et à la précarité, l'individualisation des salaires. C'est une véritable casse du statut de la Fonction publique et de notre modèle social. Autoritairement, le Président et les ministres passent outre l'avis de toutes les organisations syndicales de la Fonction publique et projettent un véritable passage en force: **le projet de loi, dévoilé le 13 février, est soumis pour avis aux divers organismes consultatifs de fin février à début mars et devrait être adopté au Conseil des ministres le 27 mars. Débattu à l'Assemblée Nationale en mai, au Sénat en juin, le tout en procédure accélérée pour réduire le débat public !!!**

Aux MTES et MCTRCT, AP2022 se traduit par de nouvelles réorganisations d'ampleur (Agence nationale de cohésion des territoires, Office français de la biodiversité, projet de création d'un EPIC « Routes nationales de France », réorganisation territoriale de l'Etat, suppression d'unités de proximité,...), la déconcentration des actes de gestion, la « préfectoralisation » des services et l'externalisation des missions. Les manques d'effectifs et de moyens budgétaires pèsent sur les politiques publiques et sur les conditions de travail et de vie des agents.

Mais contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire une autre issue est possible ! Face à des défis majeurs, la société a besoin d'un service public fort des compétences de ses agents. Ce qui suppose d'améliorer nos carrières, nos conditions de travail et comme une grande majorité de nos concitoyens, notre pouvoir d'achat. Seule une mobilisation massive peut infléchir la casse de la Fonction publique. Nos organisations appellent les personnels, avec leurs syndicats, à se rassembler en Assemblées Générales, à organiser et mettre en place les moyens d'action nécessaires dans les services. Dans un premier temps, elles appellent à faire grève et à manifester massivement le 19 mars à l'occasion de la journée d'action interprofessionnelle.

Le Président Macron et son gouvernement veulent passer en force ! Le 19 mars, ne laissons pas faire. Grève, actions, manifestations pour les politiques et le service publics, pour les usagers, les générations futures, pour nous ! C'est maintenant !